

## Les Russes vont nous causer plus de problèmes

L'OPPOSITION DE CHAMBERLAIN à une alliance avec les Soviétiques fut non seulement déterminante dans l'échec des négociations trilatérales de l'été 1939, mais elle constitua aussi une des causes majeures du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Chaque fois que le premier ministre livrait intimement ses pensées sur l'URSS, son hostilité et sa méfiance étaient manifestes. « Je crains que les Russes ne nous causent davantage de problèmes », écrivit-il à sa sœur Hilda, le 14 mai, jour où Molotov rejeta la proposition britannique de garantie unilatérale soviétique.

C'est une étrange façon de poursuivre les négociations que de publier une réplique tendancieuse et subjective dans leur presse [10-11 mai] en réponse à notre envoi sensé et courtois. Mais ils n'ont aucune connaissance des mentalités ou des conditions régnant dans les autres pays, et aucunes manières, et ils travaillent main dans la main avec notre opposition. Cette dernière refuse de voir quoi que ce soit qui ne glorifie pas la Russie, sinon elle pourrait comprendre que dans le cas où une alliance inefficace aliénerait l'Espagne ou en ferait une alliée de l'Axe, nous perdriions bien plus à l'Ouest que nous ne pourrions jamais espérer gagner à l'Est<sup>1</sup>.

La question de l'hostilité de l'Espagne avait été discutée quelques jours auparavant au sein du Cabinet. Alfred Ernle lord Chatfield, ministre pour

la Coordination de la Défense, ne s'inquiétait pas trop de la situation : une Espagne ennemie, celle de Franco, pouvait le cas échéant être « neutralisée » par un blocus. Un rapprochement germano-soviétique représentait un bien plus grand danger : pour l'empêcher, la Grande-Bretagne devait mieux s'entendre avec la Russie. Mais Halifax ne savait rien d'un éventuel « accord secret en voie de conclusion entre M. Hitler et M. Staline ». Je trouve « difficile, dit-il, d'accorder beaucoup de foi à ces rapports qui pourraient être diffusés en vue de nous amener à conclure un pacte avec la Russie<sup>2</sup> ». Une tendance se développa au sein du Cabinet : les opposants à l'alliance avec les Soviétiques minimisaient les dangers de ne pas l'obtenir ; les partisans évoquaient les risques encourus en cas d'échec, lesquels n'étaient certainement pas exagérés comme on le vit par la suite. Même après la réponse sèche de Molotov à Seeds le soir du 14 mai, par laquelle celui-ci rejetait les garanties unilatérales, Sargent avisa Chatfield que le Foreign Office « s'opposait toujours à la proposition russe d'un traité de garantie mutuelle à part entière ». En cédant un peu de terrain, il espérait amener le gouvernement soviétique « à renoncer à toutes ses exigences ». « Je déduis qu'on a désormais décidé de ne pas embrasser l'ours russe, mais de lui tendre la main et d'accepter sa patte avec prudence<sup>3</sup> », écrivit Channon.

## II

Les Français étaient davantage disposés à une alliance avec l'URSS. Le 15 mai, Bonnet chargea Corbin d'insister auprès des Britanniques pour qu'ils répondent rapidement aux ouvertures soviétiques et qu'ils réexaminent la proposition française du 29 avril en faveur d'une triple alliance limitée<sup>4</sup>. Comme à l'accoutumée, Bonnet n'insista pas trop. Ses expressions d'impatience étaient accompagnées de l'avertissement selon lequel « le gouvernement français serait parfaitement satisfait de la formule britannique [d'accord] si le gouvernement soviétique pouvait être persuadé de l'accepter ». Au sujet des divergences entre les propositions française et britannique, Bonnet assura les Britanniques que Payart avait reçu comme instructions de ne pas donner à Molotov l'impression qu'il y avait divergence d'opinion entre Londres et Paris. Mais Payart et Bonnet avaient déjà indiqué aux Russes qu'il y avait eu des divergences avec Londres. En fait, Payart fut plutôt franc avec Potemkine sur ce sujet<sup>5</sup>.

Bonnet se mentait à lui-même. Contrairement à ce que certains historiens prétendent, le gouvernement français ne fut pas si prompt à relancer l'initiative diplomatique. Bonnet demanda à Payart « de se mettre en arrière et de laisser sir W. Seeds mener la course [...] »<sup>6</sup>. Il confia plus tard à l'ambassadeur britannique que malgré la nécessité d'un accord avec l'URSS, Londres et Paris devaient veiller à ne pas se « laisser entraîner dans une guerre » par le gouvernement russe. « La meilleure politique avec les Soviets est d'éviter de leur donner l'impression que nous leur courons après. » Bonnet se moquait des ministres Reynaud et Mandel : « Les communistes [français] ne sont malheureusement pas les seuls ici à subir l'influence soviétique<sup>7</sup>. » Le Quai d'Orsay réitéra à Naggiar, de retour à Moscou début juin, que le gouvernement français restait à l'arrière-plan. Si les Britanniques n'arrivaient pas à obtenir un accord, le gouvernement français devrait avancer ses propres solutions de compromis<sup>8</sup>.

La mollesse de Bonnet donna l'occasion aux Britanniques de prendre la tête des négociations et permit ainsi à Chamberlain d'empêcher toute précipitation en vue d'un accord. Conformément à l'attitude du gouvernement britannique, Cadogan ne pensait pas qu'on dût tenir compte de la proposition française d'un accord tripartite. Chamberlain suggéra une nouvelle approche, en cours d'élaboration par le Foreign Office. « Nous devons certes nous rappeler de tenir les Français au courant », nota Cadogan, mais leur assentiment préalable n'est pas nécessaire<sup>9</sup>. On adopta moins cette attitude durant l'été ; mais les Britanniques continuaient à faire à leur guise en dépit des objections et des inquiétudes françaises.

### III

Halifax envoya Vansittart voir Maiski pour le persuader que le gouvernement soviétique devrait se contenter de moins, alors qu'en fait les Britanniques offraient bien peu. Vansittart suggéra que, si l'URSS abandonnait une alliance tripartite ainsi que les garanties aux pays baltes, le gouvernement britannique serait prêt à mener des discussions d'états-majors. D'après Maiski, Halifax dit à Vansittart que les propositions du 14 mai (c'est-à-dire un pacte tripartite d'assistance mutuelle, une garantie aux États d'Europe centrale et de l'Est, y compris les pays baltes, et un accord militaire concret) étaient la position minimale soviétique ; par

conséquent, le gouvernement britannique ne devait pas espérer de futures concessions de la part de Moscou. Selon Vansittart, il se peut que Maiski n'ait pas été aussi véhément qu'il l'ait rapporté mais, en tout état de cause, l'ambassadeur fit parvenir à Moscou les dernières propositions britanniques. En fait, il s'agissait, encore une fois, d'une déclaration unilatérale de la part des Soviétiques et d'un engagement, formulé en termes généraux, « à se concerter sur les moyens les plus efficaces de soutien et d'assistance mutuels en cas de besoin ». Vus par le gouvernement soviétique, des engagements aussi restreints n'étaient pas du tout crédibles. Selon Maiski, Vansittart présenta la nouvelle proposition comme une triple alliance de fait, la zone baltique devant faire l'objet d'un accord ultérieur. Évidemment, dans le compte rendu de Vansittart, la nouvelle proposition britannique n'apparaissait pas comme une alliance *de facto*. Chamberlain n'était pas prêt à l'accepter, même sous forme voilée. Le conseil de Vansittart était essentiellement le même que celui de Potemkine et de Souritz à Molotov : acceptez les propositions britanniques comme base de discussion, puis étendez-les. Maiski indiqua qu'une réponse favorable de Moscou était peu probable<sup>10</sup>.

Il rapporta plus tard que les propositions de Molotov du 14 mai plaçaient le gouvernement britannique dans « une situation difficile », car l'opinion publique était résolument favorable « à une alliance avec la Russie ». Chaque jour montrait le soutien du public. Un nouveau débat aux Communes sur la politique étrangère fut fixé au 19 mai. Lloyd George et Churchill notamment entendaient s'exprimer en faveur d'une alliance. Qu'allait bien pouvoir répliquer le gouvernement britannique ? demanda Maiski. Étant donné l'accroissement de la menace allemande vis-à-vis de la Pologne, le gouvernement britannique allait devoir faire quelque chose pour renforcer les garanties souhaitées. Même Chamberlain commençait à montrer des signes de changement, et le rythme des réponses britanniques, contrairement à ce qui se passait d'habitude, s'accélérait. « Je suppose qu'il [le gouvernement britannique] veut réellement aboutir à un accord plus rapidement, mais pour le moment, il souhaite encore marchander et n'a pas dit son dernier mot<sup>11</sup>. »

Maiski consigna dans son journal, moins diplomatiquement, que la Grande-Bretagne pouvait soit conclure une alliance avec l'URSS soit affronter la défaite dans une guerre contre l'Allemagne. Mais Cham-

berlain ne pouvait toujours pas digérer psychologiquement une alliance avec l'URSS, « car cela allait le placer définitivement dans le camp antinazi et mettre un terme à tout projet de ressusciter l'*appeasement* ». « C'est pourquoi il ruse avec nous comme un maquignon qui essaie perpétuellement de nous refiler un canasson. Ça n'arrivera pas ! Néanmoins, il n'en abandonne pas l'espoir. » Soit dit entre parenthèses, Maiski se demandait pourquoi Vansittart se prêtait au jeu de Chamberlain. C'était sans doute pour attirer le premier ministre vers une politique plus active. Mais c'était un mauvais calcul, car les Soviétiques n'avaient pas l'intention d'accepter la formule britannique, et cela risquait de donner à Chamberlain un argument supplémentaire contre lui<sup>12</sup>. L'analyse de Maiski était effectivement la bonne. Cependant, il faut admettre qu'une politique soviétique plus flexible aurait pu produire les résultats souhaités par Potemkine, Souritz et Vansittart, et, de ce fait, aurait écarté la possibilité d'un pacte germano-soviétique.

Le matin du 19 mai, Maiski informa « Van » que la formule britannique restait inacceptable. Selon lui, Vansittart ne fut pas surpris, mais il indiqua qu'il essaierait encore de trouver une base acceptable pour une entente<sup>13</sup>. Le débat de la journée aux Communes facilita sa tâche. Churchill et Lloyd George réprimandèrent le gouvernement de ne pas avoir réussi à conclure une alliance avec les Soviétiques. « J'implore le gouvernement de Sa Majesté de se mettre dans la tête ces cruelles réalités, dit Churchill. Sans un front oriental, il ne peut y avoir de défense satisfaisante de nos intérêts à l'Ouest, et sans la Russie, il ne peut y avoir de front oriental. » « Durant des mois, nous avons regardé dans la bouche de ce puissant cheval offert en cadeau », ajouta Lloyd George. Que s'était-il passé ? Pourquoi avoir tardé à répondre aux propositions soviétiques, et ne pas avoir forcé la Pologne à coopérer ? Channon pensait que Chamberlain s'était bien défendu dans les échanges. « Je regardai Maiski, avec son air narquois, penché sur la balustrade de la galerie des ambassadeurs et s'asseyant, sinistre et hautain (allons-nous placer notre honneur, notre sécurité entre ces mains maculées de sang ?) »<sup>14</sup>.

Le cheval offert en cadeau restait un cadeau, car la Pologne était un bon prétexte de rester inactif. « Il est temps que cela cesse, dit Maiski à Corbin, la veille de ce débat parlementaire<sup>15</sup>. » Mais les questions polonaise et balte n'étaient pas les seules objections dérangeant le

gouvernement britannique. Le 20 mai, Halifax, en route pour Genève, rencontra Bonnet et Daladier à Paris. Il leur dit que les propositions soviétiques allaient trop loin, qu'il fallait prendre garde de ne pas provoquer l'Allemagne, et enfin que l'Armée rouge ne pouvait pas aider la France et la Grande-Bretagne sans traverser la Pologne et la Roumanie. Encore une fois, l'accord achoppait sur les droits de passage. C'était bien beau d'aider les petits pays d'Europe de l'Est, soutint Halifax, mais c'était une autre affaire d'aider directement l'URSS. « La moitié de la population britannique, leur dit-il, attribue autant aux Soviétiques qu'aux nazis la responsabilité des maux dont nous souffrons depuis dix ans. » Cela pouvait susciter de graves difficultés en Grande-Bretagne, et Chamberlain devait en tenir compte. Ou bien Halifax disait ce que Chamberlain voulait qu'il dise ou bien il perdait contact avec l'opinion publique britannique. Le 10 mai, Maiski évoqua un sondage récent montrant que 87 % des répondants approuvaient une alliance immédiate avec les Soviétiques. Le mois suivant, ils étaient 84 %<sup>16</sup>. Tout comme Churchill et Lloyd George l'avaient fait la veille aux Communes, Daladier développa des contre-arguments. Hitler tablait sur les dissensions et la faiblesse. Daladier fit remarquer qu'un front oriental solide soutenu par l'URSS était essentiel : « Le bolchevisme n'a rien à voir là-dedans. » Malheureusement, comme à son habitude, Daladier capitula aussitôt après s'être battu et accepta d'intervenir auprès du gouvernement soviétique pour faire accepter la proposition britannique<sup>17</sup>. L'ironie veut que ce soit lui qui ait développé l'argument réaliste, contrairement à ses habitudes !

Chamberlain, mécontent de la situation, écrit à Hilda :

J'ai eu une semaine difficile à propos des Russes, dont les méthodes de négociation incluent la publication dans la presse de tous leurs communiqués et de leurs communications étroites incessantes avec l'opposition et avec Winston. J'aimerais savoir à qui nous avons affaire. Ils sont peut-être tout simplement directs, mais je ne peux m'empêcher de soupçonner qu'ils veulent uniquement voir les puissances « capitalistes » s'entre-déchirer. Il semble que nous aurons à prendre la décision fatidique, la semaine prochaine, de nous allier avec eux ou de rompre les négociations. Ceux qui défendent l'alliance prétendent qu'en cas d'échec la Russie et l'Allemagne parviendront à un accord, ce qui pour moi en dit long sur la fiabilité russe. Mais certains ministres peu disposés à accepter

une alliance semblent désormais avoir changé d'avis. Je pense qu'en fin de compte, l'attitude de la Pologne et de la Roumanie sera déterminante. Si l'inclusion de la Russie se faisait au prix de leur exclusion, le changement serait désastreux<sup>18</sup>.

Après avoir quitté Paris, Halifax se rendit à Genève où il vit Maiski. Il essaya une fois encore d'ébranler la détermination soviétique pour une alliance formelle. Maiski avança les mêmes arguments que ceux utilisés par Daladier la veille à Paris. L'idée maîtresse était d'éviter la guerre, et la seule façon de le faire était « d'organiser une combinaison de forces telle que l'Allemagne n'oserait jamais attaquer » ou, comme Maiski l'exprima, une force si puissante que Hitler ne pourrait envisager aucune victoire. « Herr Hitler n'est pas fou ; il ne va pas s'engager dans un conflit qu'il risque de perdre [...]. Son seul langage, c'est la force. » Maiski conclut que le gouvernement britannique souhaitait éviter une alliance tripartite afin de ne pas « couper les ponts avec Hitler et Mussolini ». Halifax rapporta qu'il avait été incapable de faire bouger Maiski et que « le choix restant était malheureusement simple » : une rupture des négociations ou un accord sur une alliance tripartite<sup>19</sup>.

Chamberlain commença enfin à céder sous la pression. Comme l'indiquait Cadogan, le premier ministre « est, je crois, arrivé à la conclusion qu'il faut peut-être accepter le principe soviétique d'un triple pacte, mais il y est arrivé avec de nombreuses réticences et tout ce que cela implique le dérange beaucoup [...] ». Il nota que Chamberlain « tenait à épuiser toutes les possibilités » d'éviter une guerre pour Dantzig<sup>20</sup>. Quelles que fussent les formulations respectives de Cadogan ou de Maiski, cela revenait au même et augmentait la méfiance soviétique à l'égard de la politique britannique<sup>21</sup>. Ce n'était pas le moment de jouer le prétendant peu enthousiaste avec d'importants alliés potentiels. Le 22 mai, l'Allemagne et l'Italie signèrent le pacte d'Acier, qui engageait les deux gouvernements à se soutenir en cas de guerre. Le lendemain, Hitler réunit ses généraux pour leur dire qu'il attaquerait la Pologne à la première occasion. Inutile de répéter l'épisode tchécoslovaque.

Le 25 mai, les gouvernements britannique et français ne purent offrir à l'URSS qu'un pacte limité d'assistance mutuelle. La clause d'activation de ce pacte dépendait du consentement des États tiers menacés, la

proposition étant formulée dans le contexte d'une SDN discréditée. Chamberlain expliqua ainsi sa stratégie à sa sœur :

Je suis de meilleure humeur en ce moment. Je suis réellement inquiet lorsque je dois prendre une décision qui n'apparaît pas clairement. Ce fut le cas au début de la semaine dernière. Halifax avait écrit de Genève pour indiquer qu'il n'avait pu infléchir Maiski sur sa demande d'alliance tripartite, alors que Daladier insistait sur sa nécessité [...]. Le choix semblait clairement reposer entre l'acceptation et la rupture des négociations [...]. Il n'y a eu aucun signe d'opposition à l'alliance dans la presse ; il est évident qu'un refus créerait d'immenses difficultés aux Communes, même si je pouvais convaincre mon Cabinet.

D'un autre côté, j'ai eu et ai toujours de profonds soupçons sur les objectifs de la Russie et sur sa capacité militaire, même si elle a sincèrement l'intention de nous prêter assistance. Mais pis encore, j'avais l'impression que l'alliance était un alignement de blocs antagonistes qui allait rendre difficile sinon impossible tout pourparler avec les régimes totalitaires. Le seul allié que j'ai pu trouver fut le peu influent Rab Butler.

Dans ces circonstances, j'ai fait venir Horace Wilson ; de notre discussion a peu à peu émergé une idée qui a été adoptée depuis. Sur le fond, elle donne aux Russes ce qu'ils veulent, mais, formellement, elle évite l'alliance et substitue une déclaration de nos *intentions* [souligné dans l'original] dans certaines circonstances pour remplir nos obligations conformément à l'article XVI de la Charte [de la Société des Nations concernant la résistance collective à l'agression]. C'est vraiment une idée ingénieuse, car elle est conçue pour rallier les *mugwumps* [les indécis?], et en même temps, en la liant à l'article XVI, nous lui donnons un caractère temporaire. Cet article sera certainement amendé ou révoqué un de ces jours, et cela nous donnera l'occasion de réviser nos relations avec les Soviétiques si nous le souhaitons.

Dès que tout fut clair dans mon esprit, j'ai recouvré ma sérénité et je l'ai conservée jusqu'à ce jour. Il reste à voir ce que les Russes ont à dire, mais je pense qu'il leur sera difficile de refuser<sup>22</sup>.

L'opinion publique était un facteur important dans l'élaboration des politiques à Londres et à Paris. Outre les préoccupations de Chamberlain par rapport à la presse britannique et aux Communes, Bonnet rapporta : « Il y a aujourd'hui un mouvement d'opinion publique si fort en France et en Angleterre pour un accord avec l'URSS et une telle conviction dans

le monde et en France, chez tant de gens, même parmi les plus modérés, que le sort de la paix en dépend, qu'il faut à tout prix qu'on sache, au cas où l'accord ne pourrait s'établir, que la faute en incombe à l'URSS et non à nous<sup>23</sup>. » Cette vision atteignit même Seeds à Moscou, qui alla jusqu'à dire à Potemkine qu'en cas d'échec des pourparlers, « il serait impossible de rejeter la faute » sur le gouvernement britannique<sup>24</sup>.

Chamberlain pensait que son subterfuge marcherait et qu'il serait difficile pour le gouvernement soviétique de refuser. Mais Molotov, qui n'était pas un idiot, comprit immédiatement la stratégie du premier ministre : elle devait réduire l'alliance présumée à « un chiffon de papier ». Channon, de son côté, partageait cette analyse : « [...] nos nouveaux engagements ne signifient rien [...] ; une alliance incluant la SDN est si fragile, si irréaliste et surtout irréalisable, que les nazis vont se moquer de nous. »

Dans une rencontre houleuse avec Seeds et Payart le 27 mai, Molotov accusa de mauvaise foi les gouvernements britannique et français. Étant donné la vantardise de Chamberlain à sa sœur, comment pourrait-on aujourd'hui blâmer Molotov ? Celui-ci considérait qu'il n'y avait dans les propositions franco-britanniques aucun plan d'assistance réciproque qui fût efficace en cas de guerre. Ces propositions donnaient l'impression que la France et la Grande-Bretagne n'étaient pas vraiment intéressées par une alliance. Molotov parla à son interlocuteur des références à la SDN, faisant observer que l'URSS n'était pas contre, mais que les mécanismes de réaction face à un agresseur étaient totalement inadaptés. « Une de nos villes est bombardée, nous faisons appel à la SDN », et n'importe quel État, disons la Bolivie, peut bloquer toute mesure d'aide en notre faveur. Je suis contraint de me demander pourquoi de telles références apparaissent dans ces propositions, alors qu'elles ne figurent pas dans les garanties britanniques à la Pologne<sup>25</sup>. Halifax avait prévu, semble-t-il, cette réaction, car il signifia à Seeds que ces fameuses références n'avaient pour but que de satisfaire l'opinion publique britannique<sup>26</sup>. Mais cet argument semble peu probable étant donné l'appui du public à une alliance. En réalité, la plupart des gens se fichaient éperdument de savoir si la très discréditée SDN pouvait constituer un obstacle à un accord avec les Russes.

Seeds et Payart firent de leur mieux pour rassurer Molotov sur la bonne foi de leurs gouvernements, mais ils ne pouvaient pas parler pour

Chamberlain ni pour Bonnet, qui en étaient dépourvus. Seeds retourna voir Molotov deux jours plus tard, le 29 mai, pour réparer les pots cassés. Ce fut une perte de temps. Molotov souleva encore la question des pays baltes, que le gouvernement soviétique voulait voir figurer dans des garanties de défense fournies au sein d'une alliance. Seeds répondit que le gouvernement britannique s'opposait à l'imposition de garanties à des États qui n'en voulaient pas. Molotov évoqua la Tchécoslovaquie, absorbée par Hitler, officiellement de son plein gré. Cela pouvait se reproduire avec les pays baltes. Il demanda si la France et la Grande-Bretagne « resteraient dédaigneusement impassibles au cas où la Belgique, par exemple, fusionnerait avec l'Allemagne ». Seeds jugea que Molotov était « complètement ignorant des affaires étrangères », quelqu'un de « totalement étranger au concept de négociation — indépendamment de l'imposition de la volonté du chef de son parti ». Selon Seeds, Molotov possédait la « fourberie imbécile » d'un paysan. Mais le diplomate britannique se trompait : le commissaire était tout sauf un imbécile<sup>27</sup>.

Payart puis Naggiar, de retour à Moscou fin mai, voyaient Molotov différemment. Ils rendirent compte d'une profonde méfiance soviétique à l'égard des propositions franco-britanniques, renforcée par les événements de Munich. Même Payart ne trouvait pas très convaincante la façon dont Seeds défendait la proposition britannique. Quant à Molotov, sa méfiance se manifestait, selon Naggiar, par une rudesse faisant fi des pratiques diplomatiques traditionnelles. Cette « rude simplicité », si éloignée de l'approche de Litvinov, semblait intentionnelle. Molotov, fit observer Payart, « ne se contente pas des avantages de réciprocité refusés à l'URSS du temps de Litvinov et qui lui sont accordés après son départ. Le nouveau commissaire [...] entend obtenir maintenant des avantages encore plus étendus [...] »<sup>28</sup>. » Remarque frappante, si on se souvient que Litvinov en avril avait averti ses interlocuteurs que plus la France et la Grande-Bretagne attendraient pour conclure avec l'URSS, plus elles le paieraient cher.

Le 31 mai, Molotov s'adressa au Soviet suprême, répétant les points essentiels de la politique soviétique. Il rappela l'historique des concessions franco-britanniques aux États fascistes, qui avaient abouti aux accords de Munich. Il opposa cette politique à celle plus cohérente des Soviétiques par rapport à la sécurité collective. Il rappela aussi le discours

de Staline du 10 mars, réaffirmant que, malgré son engagement en faveur de cette politique, l'URSS ne tirerait les marrons du feu pour les autres. Il souligna également les signes de fermeté dans la politique franco-britannique, mais le sérieux du changement de politique restait à confirmer. La France et la Grande-Bretagne désiraient organiser un front commun contre d'autres agressions ; de son côté, l'URSS avait accepté de négocier, croyant en l'intérêt général d'un tel front. Tout accord devait reposer sur la réciprocité, sur des obligations égales et des garanties à tous les États limitrophes de l'URSS à l'ouest. En guise d'avertissement, Molotov ajouta que ces négociations n'excluaient pas la possibilité de « relations commerciales » avec l'Allemagne et l'Italie<sup>29</sup>. Il réitérait, d'une manière moins subtile, les paroles de Litvinov avant lui. Contrairement à ce que Seeds avait dit, ce n'était pas de la fourberie paysanne obtuse, mais une méfiance justifiée envers la France et la Grande-Bretagne, comme le faisaient remarquer Payart et Naggiar. Litvinov se méfiait aussi énormément des Français et des Britanniques, mais il n'avait jamais laissé sa méfiance nuire à sa flexibilité politique — ce qui manquait au nouveau commissaire, ou ce dont il ne voulait pas user. La situation était délicate, car la méfiance soviétique à l'égard de Chamberlain et de Bonnet était fondée, mais la solution d'un accord détaillé couvrant toutes les éventualités ne facilitait pas la conclusion rapide d'une entente et pouvait entraîner un échec.

Comme on peut s'en rendre compte aujourd'hui, les négociations furent menées maladroitement. Chamberlain se plaignait des indiscretions de la presse soviétique ; en fait, il y en avait eu très peu à Moscou : la plupart venaient de Paris et de Londres. La situation était si mauvaise que Naggiar câbla à Bonnet pour se plaindre. La « publicité spectaculaire » entourant les négociations rendait le gouvernement soviétique encore plus soupçonneux : on avait, en effet, l'impression à Moscou que les concessions britanniques avaient été obtenues une par une à contrecœur<sup>30</sup>. On peut se demander si Maiski, avec ses connaissances et sa loquacité, avait divulgué certaines de ces informations. Molotov, longtemps après, fit remarquer que Maiski n'était pas au courant du détail des négociations et ne pouvait pas être tenu responsable<sup>31</sup>.

Le 2 juin, Molotov fit des contre-propositions d'engagements solides et bien définis retournant en fait à la proposition de Litvinov du 17 avril

qui donnait des garanties pour tous les États de la Baltique à la mer Noire<sup>32</sup>. La proposition soviétique donnait une liste des pays devant bénéficier de ces garanties, y compris les pays baltes. Contrairement à la proposition franco-britannique précédente, elle ne subordonnait pas l'aide au consentement des États tiers concernés. De plus, cette proposition, comme celle de Litvinov, appelait à la conclusion d'un accord militaire « le plus tôt possible », détaillant les engagements des parties contractantes. L'alliance serait activée une fois cette convention militaire conclue<sup>33</sup>. Sur ce dernier point, Molotov expliqua à Seeds que le gouvernement soviétique avait tiré les leçons de son expérience avec les Français. Le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique « s'était révélé [...] une illusion de papier ». Sans convention militaire, l'accord politique n'avait pas de valeur. À Londres, Sargent commenta : « Cela fait des années que les Russes insistent sur des conversations d'états-majors pour mettre en œuvre leur pacte avec les Français et que ces derniers, largement à notre instigation, les refusent. » Molotov avait raison. « [Ne nous prenez pas pour] des demeurés et des imbéciles », dira-t-il plus tard<sup>34</sup>. Peut-être était-il allé trop loin dans son argument. Chamberlain, qui se distinguait par sa rouerie politique, aurait lui-même été roulé si le gouvernement soviétique avait poursuivi une politique plus subtile. C'était ce que Potemkine, Souritz et Vansittart avaient suggéré.

Les nouvelles propositions de Molotov furent discutées en détail à Londres. À la commission des Affaires étrangères, Halifax reconnut : « Il est vrai que nous devons prêter assistance à la Hollande sans qu'elle nous le demande en cas d'attaque allemande [...]. » Chamberlain restait toutefois opposé à une garantie aux pays baltes ; sa position prévalut<sup>35</sup>. Eden, alors député, suggéra à Halifax que lui, Eden, pourrait se rendre à Moscou pour faciliter les négociations. Le Foreign Office voulait rappeler Seeds en consultation mais celui-ci, malade, ne put faire le voyage. C'était Strang, et non Eden, qui irait à Moscou. Les Français étaient pressés d'obtenir un accord, Daladier encore plus que Bonnet<sup>36</sup>. Corbin rencontra Halifax le 7 juin pour avoir des nouvelles des négociations à Moscou. Le gouvernement français n'aurait pas dû avoir à en demander, mais les Britanniques menaient le jeu et les Français les laissaient faire<sup>37</sup>.

Le 8 juin, Halifax informa Maiski du départ prévu de Strang pour Moscou. Il indiqua que le gouvernement britannique était toujours

contre la garantie aux pays baltes, la signature simultanée des conventions politique et militaire de l'alliance, et l'entente de ne pas conclure de paix séparée. Halifax mentionna en passant qu'on avait suggéré qu'il se rende lui-même à Moscou ; mais, en tant que ministre des Affaires étrangères, il souhaitait rester à Londres. Molotov répondit promptement que sans la garantie balte *contre une agression directe ou indirecte*, il ne pouvait y avoir d'accord. Par « agression indirecte », Molotov signifiait le cas tchécoslovaque, qu'il avait évoqué avec Seeds le 29 mai, à savoir un coup d'État ou un changement politique dirigé ou forcé par un agresseur. Il ne s'agissait pas d'une question de « formulation », mais d'une question de fond. « Si nous pouvons parvenir à un accord sur les questions substantielles, dit Molotov, on trouvera facilement la bonne formulation. » Pour lui, c'était une position conciliante. Il indiqua, à propos de la conclusion simultanée des accords politique et militaire, que « les négociations pourraient [par la suite] en préciser les modalités ». Concernant la visite de Halifax à Moscou, il dit à Maiski : « Faites-lui comprendre que sa visite sera la bienvenue<sup>38</sup>. »

Maiski vit Halifax tôt le matin du 12 juin pour lui communiquer les instructions de Molotov. Halifax dit qu'il comprenait la position soviétique « sur les problèmes de l'agression directe ou indirecte contre les pays baltes », mais que le gouvernement britannique ne souhaitait pas imposer des garanties non désirées. La formulation du compte rendu de la rencontre est un peu plus positive chez Maiski que chez Halifax. Il est difficile de conclure s'il a exagéré la position de Halifax ou si c'est ce dernier qui l'a dissimulée à Chamberlain. D'après Maiski, Halifax affirma que « le gouvernement britannique était extrêmement intéressé par la conclusion rapide d'un accord ». Dans le compte rendu britannique, Halifax estimait que le fait de lier les accords politique et militaire ne causerait pas trop de retard. Ainsi qu'on le lui avait demandé, Maiski mentionna aussi l'avantage d'une visite de Halifax à Moscou. Ce dernier déclina encore. « La retenue de Halifax est compréhensible, car la solution du problème appartient à Chamberlain », dit Maiski. Il prévint qu'il utiliserait des « voies détournées » pour inciter Halifax à se rendre à Moscou. Molotov désapprouva : « Si Halifax veut vraiment venir, alors nous nous en réjouissons. [Mais] l'indication que vous lui avez donnée suffit pour l'instant<sup>39</sup>. »

Les instructions exactes envoyées à Moscou par l'intermédiaire de Strang étaient plaintives et pointilleuses. Il subsistait une référence importante à la SDN, bien qu'une action collective ne fût plus axée sur l'approbation par la SDN. Étant donné l'hostilité de Molotov, pourquoi conserver la référence à la SDN ? Quant aux garanties baltes, « notre but est, bien sûr, de ne pas nous laisser entraîner par la Russie dans un conflit à propos d'un pays balte sans avoir notre mot à dire ». Cela constituait une position raisonnable en la circonstance, bien que Molotov eût pu rétorquer le même argument à propos de la Belgique. Litvinov avait insisté sur la garantie des pays baltes en avril. Ce n'était pas une nouveauté. Le Foreign Office estimait aussi que les pourparlers militaires seraient prolongés ; par conséquent, il ne voulait pas que le traité politique leur fût subordonné<sup>40</sup>. C'était précisément ce que Molotov craignait : un accord dépourvu de force. Chaque camp adoptait en fait la même rigidité. Après avoir vu le nouveau projet britannique, Corbin confia à Cadogan qu'il y avait peu de chances pour que cela réussisse ; il ajouta « qu'il mesurait pleinement les difficultés [de la position britannique] [...] », mais que si les Russes étaient confrontés à un pareil document [tel que celui qui avait été préparé], « ils seraient pleins de suspicion<sup>41</sup> ». À Moscou, Strang dit à Naggiar qu'on lui avait ordonné de ne pas s'avancer vers la position soviétique, mais d'essayer au contraire de récupérer les concessions faites, fin mai, lors de la précédente proposition franco-britannique. « De mes entretiens avec Strang, écrit Naggiar, j'ai retiré l'impression que [celui-ci] est venu ici avec les instructions de se tenir en deçà et non au-delà des engagements déjà accordés par nos deux gouvernements dans notre projet du 26 [sic] mai [...] »<sup>42</sup>.

Maiski qualifiait la politique britannique de « vulgaire marchandage » : « Mais même en marchandant, on ne commence pas avec une offre ridicule. » Moscou avait l'impression que le gouvernement britannique était « fondamentalement opposé à un pacte et était poussé graduellement et malgré lui à en conclure un ». Selon Maiski, cette impression « était une des raisons principales de la suspicion soviétique et servait à durcir l'attitude de Moscou<sup>43</sup> ». Une fois encore, les soupçons soviétiques étaient fondés. Chamberlain écrivit à Ida :

Entre-temps, nous n'avancions pas beaucoup avec les bolcheviks. Je voulais rappeler Seeds, mais la grippe l'a rendu indisponible, alors nous avons dû envoyer Strang à sa place. Je n'arrive pas à savoir si les bolcheviks jouent double jeu avec nous et essaient de faire des difficultés, ou bien s'ils sont seulement rusés et soupçonneux comme des paysans. En général, je penche pour la deuxième hypothèse, mais je suis sûr qu'ils sont fortement encouragés par l'opposition et le groupe Winston-Eden-LIG, avec lequel Maiski est en rapport constant.

Tu ne penseras jamais qu'on puisse être aussi sot, mais Anthony est allé voir Halifax et a suggéré d'aller à Moscou comme envoyé spécial. La réponse n'était pas défavorable, mais lorsque j'ai indiqué que l'envoi d'un ministre ou d'un ex-ministre serait la pire des tactiques avec un dur en affaires comme Molotov, Halifax fut d'accord et refusa l'offre. Néanmoins, LIG le répéta à Butler et suggéra même que si nous n'approuvions pas Anthony, Winston devrait y aller ! Je suis sûr qu'ils ont manigancé cela tous les trois et qu'ils y ont vu un moyen d'entrer au Cabinet et peut-être même de me substituer un premier ministre plus souple<sup>44</sup> !

Plus Chamberlain essayait de s'en sortir, plus il s'empêtrait. Ironiquement, ce fut Staline qui, en août, vint le dépêtrer.

Molotov n'était pas le seul à se méfier de Chamberlain et de Bonnet ; l'opposition franco-britannique à l'*appeasement* ne leur faisait pas confiance non plus. Début juin, Churchill mit en doute publiquement la bonne foi du gouvernement Chamberlain<sup>45</sup>. Mi-juin, Souritz répéta que l'opinion publique française était très favorable à une alliance avec les Soviétiques. « J'ai rencontré diverses personnalités, y compris des militaires, dans de nombreuses réceptions ces derniers jours. J'ai l'impression que personne ici n'admettra ne serait-ce que l'idée "que les négociations avec nous puissent mal se dérouler et ne pas mener à un accord [...]" ». Le prestige soviétique n'avait jamais été aussi haut ; chacun reconnaissait que « sans l'URSS, rien ne se ferait », et tout le monde se demandait pourquoi la conclusion d'un accord si important avait été retardée. La responsabilité en était rejetée sur les Britanniques, soit par conservatisme ou procrastination, soit par mauvaise foi. L'opinion publique avait fini par accepter la position soviétique sur les pays baltes. Les gouvernements français et britannique avaient imprudemment donné des garanties à la Pologne et à la Roumanie. Ils avaient entamé des

négociations avec l'URSS uniquement pour « réassurer » ces garanties ; maintenant, soudainement, à cause de certaines manœuvres, ils se retrouvaient « devant un accord tripartite peu sûr, dans lequel les garanties données allaient devenir un fardeau impossible à porter ». Souritz fit remarquer qu'ils étaient désormais pris entre deux maux, et qu'ils allaient devoir choisir le moindre, à savoir plus de flexibilité sur la question balte<sup>46</sup>. Début juillet, Mandel dit à Souritz qu'il devrait y avoir des garanties pour tous les pays menacés d'agression et qu'il appuyait la position soviétique sur les pays baltes. Le gouvernement soviétique « a toutes les raisons » d'être méfiant, dit Mandel ; il devrait insister sur un accord « clair et explicite ». « Il vaut mieux perdre quelques semaines que permettre le flou et les restrictions<sup>47</sup>. »

#### IV

Dans cette atmosphère de méfiance, faut-il se surprendre que Staline — soupçonneux, sans pitié et sans scrupules — ait commencé à envisager la possibilité d'un accord avec l'Allemagne ? Nous avons laissé les relations germano-soviétiques en avril 1939 avec la visite de l'ambassadeur Merekalov à la Wilhelmstrasse pour discuter de la réalisation des contrats soviétiques avec Skoda en ex-Tchécoslovaquie. Le but principal de la rencontre était économique mais, comme Litvinov l'avait rappelé à Payart en mars, « il ne pouvait y avoir qu'étroite interdépendance entre les relations politiques et les relations économiques, les secondes étant à la fois "cause et effet" des premières<sup>48</sup> ». Weiszäcker espérait, semble-t-il, ou cherchait à créer, une ouverture politique à l'occasion de cette initiative.

Le 5 mai, deux jours après le renvoi de Litvinov, Schnurre indiqua à Astakhov que les contrats Skoda seraient honorés. Ce même jour, à Ankara, le nouvel ambassadeur d'Allemagne en Turquie, Franz von Papen, rencontra son homologue soviétique, A. V. Terent'ev. L'Allemand était raisonnable et plein de bonne volonté. Malgré les relations tendues entre certains pays, von Papen était sûr qu'il n'y aurait pas de guerre « aussi longtemps que personne [d'autre] n'en voudrait ». Quant au corridor polonais et à Dantzig, « c'était la dernière demande allemande ». Von Papen était également optimiste quant aux relations germano-soviétiques : « Personnellement je suis profondément attristé qu'il n'y ait

pas de cordialité dans les relations entre nos deux grands pays.» « Von Papen ne voit pas de questions, rapporta Terent'ev, qui pourraient empêcher un rapprochement entre l'URSS et l'Allemagne et pourraient créer des conflits insolubles entre les deux gouvernements.» L'ambassadeur soviétique se sentit obligé de répondre « sur les principes fondamentaux de la politique étrangère de l'URSS », se référant au discours de Staline du 10 mars et soulignant que ce n'était pas la faute du gouvernement soviétique si les relations germano-soviétiques étaient inamicales. Terent'ev rendit sa visite à von Papen quelques jours plus tard ; ce dernier protesta des bonnes intentions de l'Allemagne. Et la Tchécoslovaquie ? demanda Terent'ev. Molotov et Staline trouvèrent leur ambassadeur trop direct et lui conseillèrent d'être plus poli et d'écouter toute déclaration qu'il semblait bon à von Papen d'exprimer<sup>49</sup>. Leur admonition à Terent'ev rappelle celle de Litvinov à Maiski en avril.

Merekalov, de retour à Moscou fin avril, fut remplacé à Berlin par le chargé d'affaires Astakhov. Le 6 mai, celui-ci soumit une revue de presse notant que les principales préoccupations des journaux allemands étaient le départ de Litvinov et la dégradation des relations germano-polonaises. La presse essayait de créer l'impression que le départ de Litvinov représentait un réel changement de politique soviétique, un éloignement de la sécurité collective. Astakhov observa même que la presse avait publié une note biographique sur Molotov plus ou moins « acceptable ». « D'habitude, toute communication qui nous concerne est accompagnée d'invectives grossières ; cette fois-ci la presse a fait preuve de retenue. Mais, en même temps, cela ne donne pas évidemment une base de négociation pour l'avenir. » La presse allemande relevait aussi la dégradation des relations avec la Pologne et le fait que les revendications allemandes excédaient l'annexion de Dantzig et une route jouissant de l'exterritorialité à travers le couloir polonais vers la Prusse orientale. L'Allemagne voulait le couloir tout entier. « Tous les signes indiquent une nouvelle campagne de presse antipolonaise pour Dantzig. Les Allemands essaient toutefois de n'importe quelle façon de s'assurer que Dantzig tombera entre leurs mains sans coup férir, puisque la Grande-Bretagne ne se battra pas, tandis qu'en France on peut s'en remettre à Bonnet<sup>50</sup>. » L'absorption de Dantzig par l'Allemagne suscita l'inquiétude à Moscou. La question des relations germano-soviétiques et germano-polonaises

était étroitement liée aux négociations franco-anglo-soviétiques. En cas de guerre entre l'Allemagne et la Pologne, il fallait que le gouvernement soviétique assure sa sécurité d'une façon ou d'une autre.

Il y eut d'autres rencontres entre Astakhov et les responsables allemands, dont une avec Schnurre le 17 mai. Les comptes rendus de ces séances par Astakhov montrent que celui-ci était réservé. Alors que la presse allemande évoquait un changement dans les relations germano-soviétiques, aucun changement de fond ne s'était produit en réalité. Pourtant, Schnurre, dans son récit de leur entretien du 17 mai, plaça dans la bouche d'Astakhov le désir d'améliorer les relations — ce que celui-ci dans son compte rendu attribue à Schnurre. Astakhov exprima la position classique, datant de la révolution russe (1918-1921), selon laquelle le gouvernement soviétique était prêt à améliorer ses relations avec n'importe quel État disposé à faire sa part du chemin<sup>51</sup>.

Schnurre confia à Astakhov qu'il planifiait un voyage à Moscou pour voir Mikoïan au sujet des relations commerciales. Le 20 mai, Molotov exprima son irritation à l'ambassadeur Schulenburg : il entendait parler du projet de voyage de Schnurre pour la première fois. Il avait l'impression que l'Allemagne s'amusait avec l'URSS au lieu de conduire des négociations économiques sérieuses. Dans ce cas, dit Molotov, l'Allemagne devra chercher d'autres partenaires, car l'URSS n'est pas intéressée. Schulenburg protesta, mais Molotov répondit que pour que des négociations commerciales aboutissent, il fallait des bases politiques correspondantes. Schulenburg protesta à nouveau du sérieux des intentions allemandes et fit remarquer que « l'atmosphère politique entre l'Allemagne et l'URSS » s'était considérablement améliorée. Molotov n'en était pas si sûr. Lorsque Schulenburg lui demanda ce qu'il entendait par « bases politiques », il répondit qu'il serait « nécessaire que les gouvernements soviétique et allemand y réfléchissent ». Schulenburg demanda s'il devait comprendre que le moment était mal choisi pour une visite de Schnurre. Molotov répéta que la création de « bases politiques » devait précéder les pourparlers économiques. Selon lui, Schulenburg n'avait pas prévu ce refus. Sur l'insistance de Schulenburg de définir plus clairement ces bases politiques, Molotov s'en tira en éludant la question<sup>52</sup>.

L'interprétation de Schulenburg différait quelque peu. Il prétendit que, sur l'ordre de Ribbentrop, il avait « maintenu une prudence extrême » face

à Molotov. « En conséquence, je me contentai de dire le minimum, d'autant plus que l'attitude de M. Molotov me semblait plutôt suspecte. » Ce dernier, ajouta-t-il, ne se contentera pas de la reprise des négociations économiques, « [...] il veut évidemment obtenir de nous des propositions plus étendues de nature politique ». Schulenburg signala la possibilité que Molotov se serve simplement des propositions allemandes pour faire pression sur les Franco-Britanniques, afin que ceux-ci concluent leurs négociations avec le gouvernement soviétique. « D'autre part, si nous voulons accomplir quoi que ce soit ici il deviendra inévitable de passer à l'action tôt ou tard<sup>53</sup>. » Comme c'est souvent le cas dans ce genre de comptes rendus, Schulenburg soutient qu'il a été prudent, alors que le récit soviétique le montre insistant auprès de Molotov. Le seul point commun qui s'en dégage est la réserve de Molotov à l'égard des ouvertures allemandes.

Les Allemands reprirent leur cour le 30 mai, lorsque Weiszäcker eut un entretien d'une heure avec Astakhov. Weiszäcker jugeait que, d'après les déclarations de Molotov à Schulenburg, le gouvernement soviétique subordonnait les négociations économiques à l'amélioration des relations politiques. C'était une nouveauté pour le gouvernement allemand, et cela contredisait ce qu'il avait entendu de Merekalov. Astakhov répondit évasivement, mais son rapport indique clairement que Weiszäcker était insistant. Ironiquement, ce dernier fit un usage très particulier de l'argument des meilleures relations germano-soviétiques : on n'a pas besoin d'aimer nos systèmes politiques respectifs, mais nous avons d'autres marchandises à proposer à l'URSS. Il sous-entendait que ces marchandises n'étaient pas uniquement commerciales<sup>54</sup>.

Astakhov semblait vouloir prendre part à l'action, car il demanda à Molotov de lui fournir davantage de renseignements sur les négociations à Moscou. Si les pourparlers abordaient également les questions politiques, il lui paraissait utile « d'en faire part en même temps au gouvernement allemand à Berlin ». Schulenburg n'était pas un proche confident de Ribbentrop, lequel pouvait mal interpréter ses interventions. De plus, si l'URSS voulait communiquer officieusement avec les Allemands, il était plus pratique de le faire à Berlin pour faciliter le démenti nécessaire<sup>55</sup>.

Du côté allemand, la rencontre Weiszäcker-Astakhov avait pour but de susciter une réponse soviétique. Comme aucune ne s'annonçait, Schulenburg évoqua le sujet avec Astakhov le 17 juin à Berlin.

Schulenburg dit que son gouvernement avait fait le premier pas et attendait maintenant une réponse des Soviétiques.

« Selon mes renseignements, la réponse du commissaire est prête à Moscou, répondit Astakhov. Mais elle apparaît partiellement dans son discours [du 31 mai]. »

Si je savais que Molotov va donner une réponse, répondit Schulenburg, je retournerais immédiatement à Moscou. Il insista pour obtenir des éclaircissements, mais Astakhov ne put lui en donner.

Tout ce que je sais, c'est que « la réponse doit être donnée à Moscou ».

Le temps est venu d'améliorer nos relations, insista Schulenburg ; « les diplomates des deux pays doivent œuvrer au succès de ce processus qui s'amorce ». Reprenant l'image utilisée par Weiszäcker des « marchandises en abondance » de l'Allemagne pour l'URSS, il précisa qu'elles comprenaient des avantages « politiques<sup>56</sup> ».

## V

Tandis que Molotov ne répondait pas à ces ouvertures allemandes évidentes, les Britanniques manifestaient plus d'intérêt pour de meilleures relations avec Berlin. Maiski avait remarqué plus d'une fois que Chamberlain — ainsi que Halifax, aurait-il pu ajouter — ne souhaitait pas couper les ponts avec Hitler. Dans ses discours, il laissait ouverte la possibilité de nouvelles propositions venant de Berlin. Le 18 mai, Halifax convoqua l'ambassadeur d'Allemagne, Herbert von Dirksen, pour décharger sa bile sur la disparition de la Tchécoslovaquie et pour avertir qu'une attaque contre un État garanti par la Grande-Bretagne entraînerait la guerre. Dirksen protesta que Hitler ne défierait pas les garanties britanniques. Halifax demanda s'il était possible de convaincre Hitler d'annoncer publiquement l'abandon de la force et son engagement à négocier pacifiquement. Hitler ne fit pas le discours demandé ; dès lors, le 8 juin, Halifax à la Chambre des lords répéta le message transmis à Dirksen selon lequel la voie des négociations était ouverte si Hitler ne recourait pas à la force ou à la menace<sup>57</sup>. On était une semaine après la rencontre de Weiszäcker avec Astakhov à Berlin. Chamberlain, lui aussi, était de toute évidence intéressé à garder la porte ouverte.

Il écrivit à Ida :

Nous avons tous les deux [Halifax et Chamberlain] à l'esprit le danger que le peuple allemand pense à tort que nous projetons de leur fondre dessus une fois nos ententes conclues et, par conséquent, nous essayons de leur expliquer notre position le plus simplement possible. À l'évidence, les nazis ont peur de notre succès, puisque leur presse ainsi que la presse italienne semblent avoir reçu pour consigne de représenter notre « geste » comme étant dicté par nos difficultés avec la Russie. Et, bien entendu, notre propre opposition s'évertue à confirmer cette impression, apparemment déterminée à stopper toute tentative d'éviter la guerre. Eh bien, il faut continuer de les ignorer et espérer que certains de nos propos parviendront à traverser les barrières officielles en Allemagne et en Italie. Je persiste à croire que notre meilleur plan est de maintenir des contacts avec Rome, où je suis sûr que la perspective d'une guerre est vue avec terreur [...] <sup>58</sup>.

Quelle ironie qu'à ce stade Chamberlain et Halifax aient semblé plus intéressés que Molotov par des négociations avec l'Allemagne, si seulement Hitler voulait se montrer « raisonnable ». Le hic était que les Allemands désiraient parler à Molotov et non pas à Chamberlain. Le 13 juin, Weizsäcker vit l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, sir Neville Henderson, pour laisser entendre que la conclusion d'un traité anglo-soviétique rendrait plus difficile une entente anglo-germanique<sup>59</sup>. C'était une manœuvre habile tandis que les Allemands travaillaient à infléchir Molotov. Naggiar rapporta que la déclaration de Halifax à la Chambre des lords ainsi que celles de Chamberlain et de sir John Simon aux Communes avaient accentué la méfiance soviétique. Les Français recueillirent aussi des rumeurs selon lesquelles le gouvernement nazi voulait « parler » avec Moscou<sup>60</sup>.

## VI

Entre-temps, les négociations franco-anglo-soviétiques s'éternisaient en juin et en juillet, butant sur les conditions d'un accord politique et sa formulation introuvable. Les instructions britanniques, approuvées par les Français, refusaient la conclusion d'un accord tant que le gouvernement soviétique s'accrochait à sa position sur les pays baltes. Seeds confia à Naggiar son découragement et son pessimisme. Les pourparlers ne

pouvaient pas aboutir, à moins que les Français et les Britanniques n'acceptassent les conditions soviétiques. En même temps, Naggiar continuait à se plaindre de fuites dans la presse parisienne, lesquelles ne pouvaient provenir que de sources internes<sup>61</sup>.

Le 15 juin, Seeds, Strang et Naggiar présentèrent la position franco-britannique à Molotov sur la base des instructions envoyées par l'intermédiaire de Strang de ne pas dépasser les propositions formulées fin mai. Les Français, malgré leurs réticences, avaient encore une fois entériné la position britannique. La réponse de Molotov, le lendemain, ne fut que l'écho de ce qu'il avait déjà pu dire précédemment. Le gouvernement soviétique était inflexible sur la garantie aux pays baltes. Si Londres et Paris ne voulaient pas acquiescer, alors Molotov proposait un simple traité d'assistance mutuelle, activé uniquement en cas d'attaque directe et non provoquée sur un des signataires. « Il nous semble que les Anglais et les Français veulent signer un traité avantageux pour eux uniquement, c'est-à-dire qu'ils ne veulent pas d'un traité sérieux répondant aux principes de réciprocité et d'obligations égales<sup>62</sup>. »

Plusieurs autres rencontres suivirent à la mi-juin ; Seeds, avec l'appui de Strang et de Naggiar, essaya sans succès d'infléchir Moscou. « Je ne semble en mesure de progresser sur aucun point », se plaignit Chamberlain à Hilda. Les Russes ne font qu'émettre des communiqués de presse à l'effet que nos propositions ne sont pas satisfaisantes. Ils sont les pires partenaires [...]. » À Moscou, Naggiar avertit ses supérieurs que l'on soupçonnait ceux qui proposaient des formules faibles : « C'est, dit-il, ce que je ne cesse d'exposer à Strang et à son ambassadeur. » Les variantes britanniques aux propositions directes de traité soviétique étaient inutiles et ne faisaient qu'alimenter les soupçons soviétiques. L'Armée rouge pouvait aligner au moins cent divisions, fit observer Molotov, qui jugeait en fait que cent divisions valaient bien une garantie balte. Strang écrivit que la position des Franco-Britanniques dans ces négociations était délicate. Le 22 juin, Seeds conclut, comme Naggiar quelques jours plus tôt, que les gouvernements français et britannique ou bien acceptaient la position soviétique sur les pays baltes ou bien négociaient une simple triple alliance contre l'agression directe<sup>63</sup>. Bonnet entendit le message de Naggiar, car il était pressé d'arriver à un accord. La méfiance soviétique avait été alertée par des éléments en réalité secondaires : les références à la

SDN par exemple. Écartons-les et concluons aussi vite que possible, dit Bonnet à Corbin le 17 juin : voyez Halifax et faites comprendre au Foreign Office qu'il y a urgence. Les retards font courir des dangers qu'il est superflu de mentionner<sup>64</sup>. Bonnet avait évidemment raison, mais il tenait encore un double langage. Le même jour, Corbin dit à Cadogan que le gouvernement français suivrait les propositions britanniques. Quelques jours plus tard, Bonnet, lors d'un entretien avec Phipps, se moqua de Mandel et de Reynaud comme étant sous « influence soviétique<sup>65</sup> ». La conduite de Bonnet confirmait une des lois de la physique : chaque force engendre une force opposée d'égale intensité.

Le 23 juin, Halifax se plaignit à Maiski des négociations qui n'aboutissaient pas et de « l'inflexibilité absolue » de Molotov. Selon Maiski, Halifax accusa le gouvernement soviétique d'utiliser « des méthodes allemandes », voulant le beurre et l'argent du beurre. Cela retardait la conclusion d'un accord.

« Vous voulez vraiment un traité? », demanda Halifax. « Je regardai Halifax avec étonnement et répondis que selon moi il était impossible de discuter de cette question », écrivit Maiski. D'après le compte rendu de Halifax, celui-là prétendit que le gouvernement soviétique avait commis l'erreur de spécifier son « minimum irréductible » dès le départ. Il aurait dû demander davantage au début, afin d'être en mesure de faire des concessions par la suite. Maiski ne voyait pas de problème à une garantie pour les pays baltes, dressant une analogie avec la doctrine Monroe énoncée au siècle précédent par les États-Unis. Pourquoi « les trois grandes puissances européennes » ne feraient-elles pas la même chose avec les pays baltes? Il laissa entendre à nouveau que Halifax pourrait décider d'aller à Moscou pour résoudre l'impasse, même si l'intéressé ne semblait pas apprécier la suggestion. Il conclut que, pendant l'entretien, Halifax était « vexé et mécontent » alors que, pour ce dernier, la « conversation fut menée dans un esprit amical » malgré « de nombreux échanges musclés<sup>66</sup> ». Ces comptes rendus se contredisent parfois sur le contenu, les détails et l'ambiance ; pourtant ils furent à la base d'importantes décisions politiques. L'historien doit donc les utiliser prudemment.

Le gouvernement britannique était finalement forcé de prendre de dures décisions. Car la question de Halifax, « vous voulez vraiment un traité? », s'appliquait tout aussi bien au gouvernement britannique qu'à

son premier ministre. Le 26 juin, on aborda la question à la commission des Affaires étrangères. Halifax, réaliste cette fois, faisait face à Chamberlain, toujours hésitant et refusant de céder devant la position soviétique. « Les Russes étaient extrêmement soupçonneux, dit Halifax, et craignaient que notre but réel fût de les piéger dans des engagements et puis de les abandonner. Ils souffraient d'un complexe d'infériorité aigu et considéraient que depuis la Grande Guerre, les puissances occidentales avaient traité la Russie avec arrogance et mépris. » C'était une analyse précise, qui rappelait un peu une leçon de Maiski. La meilleure preuve en était les réactions de Cadogan et de Sargent à la venue éventuelle de Litvinov à Londres et à ses propositions d'avril concernant une alliance tripartite. Chamberlain n'était pas convaincu et accusa Molotov de « marchandage de bas étage », mais c'étaient les Britanniques qui chipotaient avec leurs formulations édulcorées et Molotov qui tenait bon. À la fin de la rencontre, Chamberlain se retrouva sur la défensive et dut accepter de faire une concession à Molotov à propos de la garantie pour les pays baltes. Il insista cependant pour que l'on ajoute la Hollande et la Suisse à la liste. On « marchandait » encore. Un ministre remarqua qu'« il était plus important d'obtenir un accord avec la Russie que de risquer d'offenser les petits États<sup>67</sup> ». Évidemment, c'était la logique du pouvoir et des grandes puissances, avec ses partisans dans les trois gouvernements : Maiski, Souritz, Vansittart, Collier, Mandel, Léger, Naggiar, entre autres.

Quand le gouvernement soviétique pensait ne pas être compris de ses homologues franco-britanniques, il publiait un communiqué de l'agence Tass ou bien un responsable soviétique signait un article dans la presse moscovite. C'est ainsi qu'Andreï Jdanov, chef du parti communiste à Léninegrad, publia un commentaire dans la *Pravda* du 29 juin, se plaignant que les négociations n'aboutissaient pas. Il écrivit que les négociations duraient depuis le 15 avril, c'est-à-dire depuis soixante-quinze jours, dont seize avaient été requis par le gouvernement soviétique pour répondre à diverses propositions britanniques. Les cinquante-neuf jours restants avaient été perdus en « procrastination et retards ». Quand les Anglais, disait-il, veulent conclure des pactes ou formuler des garanties, ils trouvent le moyen de le faire rapidement. Alors pourquoi ce retard dans les négociations avec Moscou ? Il y avait, en effet, de quoi se poser des questions sur la bonne volonté franco-anglais. Les gouvernements

français et britannique ne voulaient pas d'un accord basé sur la réciprocité et sur des obligations égales; ils désiraient un accord où l'URSS aurait joué « le rôle d'un garçon de ferme portant le poids des obligations sur ses épaules ». En fait, ils souhaitaient ne parler que d'un accord, afin de mieux pouvoir imputer à l'URSS la responsabilité de l'échec des pourparlers et ainsi justifier une nouvelle entente avec les agresseurs. « Les prochains jours montreront si c'est le cas<sup>68</sup> », conclut Jdanov.

Le message fut entendu à Paris et à Londres. Début juillet, le gouvernement britannique céda sur de nombreux points d'achoppement : suppression de références importantes à la SDN, clause de « non-paix » séparée, garantie nominale pour les pays baltes. Mais on n'arrivait toujours pas à un accord. Seeds et Naggiar rencontrèrent Molotov les 1<sup>er</sup> et 3 juillet. Celui-ci accepta un protocole secret énumérant les États couverts par les garanties, mais il regimba devant l'inclusion de la Hollande, de la Suisse et du Luxembourg. Il demanda aussi qu'apparaisse dans le traité une référence à « l'agression indirecte ». La question d'un volet militaire et de son lien avec un accord politique restait en suspens. Les préoccupations de Molotov pour l'agression indirecte, c'est-à-dire le précédent tchécoslovaque, n'avaient rien de surprenant; en réalité, il avait soulevé cette question plusieurs fois auparavant. Du reste, c'était Chamberlain qui avait le premier utilisé cette terminologie début avril aux Communes. Le concept apparaissait aussi dans le protocole anglo-polonais signé après la visite de Beck en avril (et devint explicite dans le pacte de défense anglo-polonais du 25 août 1939)<sup>69</sup>. On aurait pu en dire autant de l'insistance soviétique à lier les accords politique et militaire. Les garanties pour la Hollande, la Suisse et le Luxembourg n'étaient pas non plus une nouveauté — même si Chamberlain y avait fait allusion comme d'une exigence britannique supplémentaire. Début mai, Litvinov avait recommandé l'acceptation des garanties pour la Hollande, la Belgique et la Suisse en échange de celles accordées pour les pays baltes. Molotov s'y opposait désormais pour de fragiles raisons légales : le Soviet suprême n'avait pas approuvé ces garanties supplémentaires. Chacun sait néanmoins que c'était Staline qui prenait les décisions et non le Soviet suprême. Molotov subordonna aussi les nouvelles garanties à la conclusion de pactes d'assistance mutuelle avec la Pologne et la Turquie<sup>70</sup>. Alors qu'on peut attribuer à l'imprudence soviétique passée l'insistance

de Molotov à introduire la notion d'agression indirecte dans le traité, le refus d'accorder des garanties aux États de l'ouest de l'Europe était de la mauvaise humeur ou de l'obstruction. Un accord soviéto-turc était réaliste ; un pacte d'assistance mutuelle soviéto-polonais était tout simplement impensable.

L'enlisement des négociations ne dérangeait pas Chamberlain. Début juillet, il écrivait à Hilda :

J'ai eu une autre semaine assez inquiétante et malheureuse. [...] les Russes continuent à provoquer de nouvelles difficultés. Même Halifax commence à s'impatienter, tandis que je doute de plus en plus de leur bonne foi. Je me suis entretenu durant 2 heures, la semaine dernière, avec Citrine, Morrison et Dalton [chefs travaillistes et syndicalistes] ; je pense avoir réussi à les convaincre que nous avons fait tout notre possible pour obtenir un accord. Mais notre tâche n'a pas été facilitée par la presse franco-britannique, qui affirme constamment que nous sommes sur le point de conclure, alors qu'en fait nous en sommes loin. Mes collègues sont si désespérément impatients et nerveux des conséquences d'un échec que je dois être prudent, mais je suis si sceptique quant à la valeur de l'aide russe que je ne crois pas que notre position pâtirait beaucoup si on devait se passer d'eux. De toute façon, nous ne pourrons pas continuer bien longtemps dans la direction actuelle<sup>71</sup>.

Sargent admit à Corbin, début juillet également, que les garanties britanniques pour la Pologne et la Roumanie avaient été une erreur. Ayant ainsi obtenu une mesure de sécurité, les Soviétiques pouvaient s'en tenir à leurs propres termes. Et c'est ce qu'ils firent : Molotov s'accrocha à la position soviétique de base présentée par Litvinov en avril. Les gouvernements britanniques et français devaient négocier, sinon leurs garanties ne vaudraient rien. Naggiar observa que Sargent s'en était rendu compte « un peu tard » ; « pour corriger cette erreur de tactique, il faut payer la Russie<sup>72</sup> ».

Les garanties pour les pays de l'ouest de l'Europe, l'agression « indirecte » ainsi que sa définition, le lien entre un accord militaire et un accord politique représentaient des pierres d'achoppement. Les Britanniques n'étaient pas enthousiastes à l'idée de discussions militaires, Halifax et d'autres ministres doutant qu'elles mèneraient à un accord. Halifax

pensait que le gouvernement britannique devait exploiter cette question. Comme il l'expliqua devant la commission des Affaires étrangères en juillet, les discussions militaires n'étaient peut-être pas si importantes en fin de compte, mais elles empêchaient l'URSS « de rejoindre le camp allemand ». C'était le vieil argument français justifiant le pacte franco-soviétique. En fait, c'était pour éviter l'éventualité d'un autre chiffon de papier que Molotov tenait à sa position liant les accords politique et militaire. Halifax fut ferme sur la question de l'agression indirecte, ou plutôt sur sa définition : « [...] en encourageant l'URSS à l'ingérence, nous causerions des dégâts incalculables à nos intérêts ici et à travers le monde. » Les Britanniques avaient peur de donner à l'URSS le droit de menacer l'indépendance des pays baltes ou d'étendre le communisme. Le gouvernement soviétique craignait l'agression allemande à travers les pays baltes avec ou sans leur consentement. Pendant ce temps, les pays baltes observaient la situation nerveusement. Ils préféraient un an d'occupation nazie à un jour d'occupation soviétique — c'est bien cela qui inquiétait les Soviétiques<sup>73</sup>. Les ambassadeurs des pays baltes s'enquéraient régulièrement de la situation auprès du Foreign Office ; les ambassadeurs britanniques faisaient état de l'angoisse des Baltes et de leur hostilité envers l'URSS. Début juin, l'Estonie et la Lettonie signèrent des pactes de non-agression avec l'Allemagne, et des officiers allemands vinrent inspecter leurs fortifications frontalières.

Les Français, par ailleurs, étaient moins préoccupés par les pays baltes que par le lien entre les accords politique et militaire. Et là où Halifax se serait contenté d'une simple triple entente contre une agression directe, Bonnet s'objectait, vu que les discussions militaires pouvaient échouer et qu'ainsi on risquait de perdre l'accord politique<sup>74</sup>. Le gouvernement français restait impatient d'obtenir un tel accord et était davantage disposé à faire des concessions dans ce but. Mais à peine Bonnet avait-il envoyé un câble vibrant à Londres insistant sur l'importance d'un accord, qu'il rajouta aussitôt s'en remettre aux Britanniques<sup>75</sup>.

À Moscou, Naggiar observait tout cela et devenait de plus en plus impatient et angoissé. Seeds et lui se plaignaient souvent de révélations dans la presse concernant les négociations. C'était un vrai cirque journalistique. Début juillet, Bonnet se plaignit finalement au Foreign Office, prétendant que la plupart des fuites provenaient de Londres<sup>76</sup>.

Naggiar rapporta que le gouvernement soviétique se méfiait des déclarations publiques de Chamberlain, le suspectant de vouloir apaiser l'Allemagne. Bonnet convoqua Souritz le 7 juillet pour dissiper les doutes soviétiques quant à la bonne foi franco-britannique. Selon Bonnet, ces doutes étaient « à l'origine de toutes les difficultés ». Daladier et lui avaient fait de leur mieux, dit-il, pour « faire pression » sur les Britanniques, afin d'obtenir leur accord, « d'abord sur l'alliance tripartite et ensuite sur la garantie balte<sup>77</sup> ». On peut imaginer les réactions que les paroles de Bonnet eussent provoquées à Londres si elles étaient parvenues jusque-là, ou même à l'ambassade française à Moscou. Apparemment, Bonnet avait déjà prévu une diffusion élargie de ce message, car un journaliste français à Berlin en rapporta une version modifiée à l'attaché de presse soviétique<sup>78</sup>. À Moscou, Naggiar était de plus en plus impatient. Il demanda en fait les pleins pouvoirs pour conclure une entente ; si le Cabinet n'était pas d'accord, le Quai d'Orsay n'avait qu'à le désavouer. Bonnet s'enquit auprès du Foreign Office mais, devant la réponse négative des Britanniques, il n'insista pas<sup>79</sup>.

Naggiar était plus préoccupé par la Pologne et la Roumanie que par les pays baltes. À plusieurs reprises, en juillet, il signala à Paris que la coopération de ces deux pays était essentielle au succès d'une alliance franco-anglo-soviétique. Naggiar souleva la question du droit de passage de l'Armée rouge à travers la Pologne, comme le fit l'attaché militaire Palasse. Un refus polonais signifiait qu'il ne pourrait y avoir de front oriental effectif. La Pologne et la Roumanie ne pouvaient pas tenir sans le soutien soviétique. Et en l'absence d'un front oriental, l'Allemagne et l'Italie pouvaient retourner leurs forces contre l'Ouest. « Il ne s'agit pas de sauver la Pologne, mais la France. » Le gouvernement soviétique comprenait fort bien cela et ne voulait pas se compromettre face à l'Allemagne sans « des garanties militaires concrètes et précises », comme Coulondre l'avait rappelé en octobre 1938 après Munich. De nouvelles propositions franco-britanniques risquaient de provoquer de nouvelles contre-propositions soviétiques. Sans un accord, l'URSS pouvait rester neutre ou s'arranger avec l'Allemagne sur la base d'une partition de la Pologne et des pays baltes. Naggiar dit qu'il était temps de reconnaître que les relations entre les États obéissaient à des équations de pouvoir. Il fallait une alliance militaire « classique » avec des clauses et des conditions con-

crètes. Il ne fallait ménager aucun effort pour obtenir la coopération polonaise et roumaine; ne pas perdre de temps à conclure un accord selon les conditions soviétiques malgré les réserves franco-britanniques. Malheureusement, comme Naggiar le notera plus tard, « on n'a rien fait à cet égard, sauf *in extremis* ». Cette série de câbles n'était rien moins qu'une condamnation radicale de la politique franco-britannique<sup>80</sup>.

D'après Naggiar, les gouvernements français et britannique n'étaient pas prêts à fournir les engagements requis. Bonnet voulait un accord politique et non pas un accord militaire qui aurait nécessité la coopération de la Pologne. Naggiar prit note que la Pologne n'était pas d'accord et que la France et la Grande-Bretagne ne voulaient pas insister. « Nous voulons un geste, griffonna-t-il, les Russes veulent un accord concret impliquant l'accord de la Pologne et de la Roumanie<sup>81</sup>. » Ayant été échaudé précédemment, le gouvernement soviétique exigeait à tout le moins une alliance militaire blindée.

D'après Bonnet, l'autre option, c'est-à-dire une simple entente tripartite, aurait laissé la Pologne et la Roumanie sans protection. L'insistance de Molotov pour lier les accords politique et militaire permettait au gouvernement soviétique de faire chanter la France et la Grande-Bretagne. En août, au moment où l'on s'attendait à un risque de guerre accru, les Soviétiques se mirent à serrer la vis: acceptez nos termes ou nous rompons les pourparlers, et l'accord politique — convoité par les Français et les Britanniques — s'effondre<sup>82</sup>. Les notes de Naggiar décrivent avec justesse la situation: le Quai d'Orsay comptait sur l'effet « psychologique » d'un accord politique franco-anglo-soviétique. « L'idée puérite, écrivait-il, est qu'on fera reculer Hitler avec des mots sans la seule réalité qui l'eût fait réfléchir: l'assentiment de la Pologne à un accord militaire avec la Russie<sup>83</sup>. » Quelques jours après, Naggiar écrivit encore: « Londres et Paris continuent à ne pas vouloir comprendre ce qu'il y a d'essentiel dans cette négociation: un accord d'état-major qui permettrait à la Russie d'établir un contact géographique avec l'Allemagne pour réaliser les conditions de lutte de 1914<sup>84</sup>. »

Ce refus augmentait la frustration de Londres. Le 19 juillet, Halifax et Chamberlain soulignèrent devant la commission des Affaires étrangères « l'humiliation » que constituaient d'autres concessions à Molotov alors que celui-ci n'en faisait aucune.

[Halifax] dit qu'il fallait aussi garder à l'esprit l'effet sur Hitler de nos supplications à la Russie de nous accorder son aide. Herr Hitler avait une très piètre opinion de la Russie et notre action le confortait dans l'idée que nous sommes un peuple faible. De telles considérations devraient être prises en compte.

D'autre part, les pressions internes commençaient à s'accumuler. Une campagne visant à confier un portefeuille à Churchill avait débuté depuis un certain temps, et Chamberlain craignait « des gros problèmes » aux Communes à propos des retards dans la conclusion d'un accord. Le premier ministre n'était pas pressé d'entamer des discussions militaires ; par contre, Halifax craignait que ce soit « assez difficile de persuader les Français d'adopter notre point de vue ». En tout cas, un membre du gouvernement, sir John Simon, pensait comme Bonnet que, si les pourparlers échouaient, il serait important d'avoir l'opinion publique de « notre » côté. Cela faisait un certain temps que Maiski se doutait de ce genre de calcul<sup>85</sup>. Une fois encore, Chamberlain expliqua sa position à Hilda :

Je suis heureux que Halifax en ait enfin « marre » de Molotov, qu'il trouve exaspérant. Nous avons envoyé une note plus ferme à Seeds indiquant que notre patience avait des limites. Elle aurait été encore plus ferme sans les Français ; même eux d'ailleurs commencent à juger que ce retard est quelque peu humiliant. Si nous arrivons réellement à un accord, ce que je pense, je ne le considérerai pas comme un triomphe. Je mise aussi peu sur la valeur militaire de la Russie que les Allemands. Je pense qu'ils nous feraient défaut en cas de coup dur. Les discussions avec eux nous ont mis en fâcheuse posture avec nos amis. J'aurais aimé adopter une position plus ferme depuis le début, mais je n'aurais pas été suivi<sup>86</sup>.

Lorsque le général britannique sir Edmund Ironside suggéra que l'accord avec l'URSS « était la seule chose à faire », Chamberlain riposta : « la seule chose à ne pas faire ». Ironside conclut que la politique de Chamberlain — un mois avant l'invasion de la Pologne — était « de ne pas se presser d'intégrer la Russie<sup>87</sup> ».

Le 10 juin, cinq jours avant la lettre de Chamberlain à Hilda, Maiski se mit à douter fortement d'un éventuel remaniement du gouvernement

britannique. Il ne pensait pas que Churchill, Eden ou d'autres politiciens en vogue seraient invités à faire partie du Cabinet, car cela consommerait « la rupture finale avec l'Allemagne » et la renonciation ultime à l'*appeasement* dont Chamberlain de toute évidence était toujours un partisan. Ses concessions à une position plus dure contre Hitler étaient consenties sous la pression de l'opinion publique et sans enthousiasme. De plus, Chamberlain « détestait au plus haut point Churchill et le craignait ». En fait, l'arrivée de Churchill au gouvernement aurait été le prélude au départ de Chamberlain. Selon Maiski, le premier ministre ne souhaitait pas commettre un suicide politique<sup>88</sup>.

Quant aux Français, ils étaient à la traîne. Lors du défilé du 14 juillet, Daladier, qui était à la tribune, s'avança jusqu'à Souritz pour lui demander s'il y avait du neuf à Moscou. « Rien de neuf », répondit ce dernier. « Nous devons conclure rapidement, d'autant plus que je ne vois plus désormais de désaccord important<sup>89</sup> », fit remarquer Daladier. Malheureusement, ce n'était pas le cas. Molotov était aussi exaspéré que Halifax et Chamberlain. Il avisa Maiski et Souritz qu'on achoppait encore sur la définition d'agression « indirecte » et que « leurs partenaires avaient recours à toutes sortes de trucs et de subterfuges scandaleux ». Ils veulent séparer les accords politique et militaire, alors que nous voulons conclure « tout le traité d'un seul coup ». Sinon la convention politique sera uniquement « une déclaration creuse ».

Il n'y a que des escrocs et des tricheurs [...] pour prétendre que nos demandes de conclusion simultanée d'un accord politique et militaire sont nouvelles [...]. Il est difficile de comprendre ce qu'ils attendent exactement lorsqu'ils utilisent des trucs si maladroits [...]. Les négociations interminables semblent ne mener à rien. Alors ils ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes<sup>90</sup>.

Les Britanniques en avaient gros sur le cœur à l'endroit des Soviétiques. « Nous leur donnons tout ce qu'ils veulent les mains tendues, écrivit Cadogan dans son journal, et ils les rejettent. Molotov est un paysan ignare et soupçonneux. » Ce sont « de sales ramoneurs », grommela-t-il à la fin juin<sup>91</sup>.

Souritz était d'accord avec Molotov, remarquant que, puisque la vaste majorité de l'opinion française attendait impatiemment un accord, les

négoceurs franco-britanniques se sentaient obligés de prétendre que les Soviétiques formulaient sans cesse de nouvelles demandes. Nos partenaires, dit-il, ne veulent pas d'« un véritable accord », mais ils ont peur de la réaction du public si les négociations échouent. Peut-être devrions-nous menacer de rendre les négociations publiques ; une allusion dans ce sens pourrait forcer l'autre camp à modifier sa tactique<sup>92</sup>. Les soupçons soviétiques étaient encore fondés. La position soviétique, en fait, avait peu changé depuis avril, même si de nombreux historiens acceptent aujourd'hui l'idée qu'il y eut de nouvelles demandes de la part des Soviétiques. En réalité, l'exigence soviétique de la garantie balte, la demande d'une convention militaire spécifique incluse dans l'accord global et la notion d'agression indirecte n'étaient pas des nouveautés. Même les garanties à l'Ouest n'étaient pas récentes : Bonnet avait soulevé cette question avec Souritz en avril. Les nouveautés étaient l'insistance de Molotov sur la définition d'agression indirecte, ainsi que le lien entre les garanties à l'Ouest et les pactes d'assistance mutuelle avec la Pologne et la Turquie<sup>93</sup>. Mais la plupart des questions discutées à Moscou n'étaient pas neuves. Les mêmes questions et les mêmes désaccords revenaient constamment.

Les événements s'accéléchèrent cependant et calmèrent temporairement les humeurs anglo-soviétiques. L'opinion publique franco-britannique et le danger de guerre croissant en étaient la cause. Les garanties possibles à la Hollande, à la Suisse et au Luxembourg furent abandonnées, de même que les conditions soviétiques de pactes d'assistance mutuelle avec la Pologne et la Turquie. Le 23 juillet, Molotov indiqua qu'il était plus ou moins satisfait de l'accord politique ; les dernières difficultés concernant la définition « d'agression indirecte » pouvaient « facilement » être réglées plus tard. Il voulait que des discussions militaires commencent sans tarder ; de leur côté, Naggiar et Seeds insistèrent pour que soit acceptée sa proposition. Les gouvernements français et britannique s'accordèrent rapidement — une fois n'était pas coutume — pour envoyer des missions militaires à Moscou. Les Britanniques, contrairement aux Français, n'étaient pas prêts à laisser de côté la notion « d'agression indirecte », subordonnant leur acceptation à la conclusion d'une convention militaire. Comme d'habitude, les Français s'alignèrent sur les Britanniques<sup>94</sup>.

Toutefois, la position française semblait se raidir, du moins c'est ce que dit Léger à Phipps en juillet. Daladier était résolu et « fermement convaincu de la nécessité de montrer un refus irréductible de traiter avec un régime [nazi] dont la parole n'inspirait aucune confiance et pour lequel tout traité est sans valeur ». Il était en effet « tellement convaincu de la sagesse d'une attitude de réserve déterminée qu'il avait même donné des ordres contre toute manifestation d'amitié envers l'Allemagne comme par exemple des rencontres sportives : il valait mieux pour l'instant renoncer à l'instinct naturel d'agir "en gentleman" [...] »<sup>95</sup>. Léger ne fit aucun commentaire — Phipps n'en rapportant aucun — sur les négociations avec l'URSS.

## VII

Entre-temps, les responsables soviétiques continuaient leurs discussions avec leurs homologues allemands. Nous en étions restés au 17 juin, quand Astakhov vit Schulenburg en vue d'une amélioration des relations germano-soviétiques. Trois jours après, Astakhov notait dans son journal que les rumeurs allaient bon train à Berlin. L'une de celles-ci disait qu'une mission économique allemande se préparait à se rendre à Moscou. Interrogé à ce sujet, Astakhov avait répondu — selon ses dires — en reprenant les termes du discours de Molotov en mai. D'autres rumeurs indiquaient une attaque allemande contre la Pologne pour début septembre et un refus britannique de se battre pour Dantzig. Astakhov rapporta aussi son dîner avec deux journalistes du *Times* et avec l'attaché de presse britannique à Berlin, R. F. O. Bashford, chez qui ils se rendirent après le repas pour éviter d'être entendus à l'Hôtel Adlon, lieu réputé pour ses diplomates et ses écoutes électroniques. Les Britanniques étaient pessimistes et découragés. Ils dirent que la Pologne ne ferait pas le poids contre l'Allemagne et ne servirait que de « chair à canon ». Leur vision de la Roumanie était tout aussi peu charitable. Bashford prétendit qu'il était impossible de négocier avec Hitler. Astakhov répondit que tous les Moscovites le savaient. Il ne comprenait pas que le gouvernement britannique ne fût pas capable de s'en rendre compte. Quelques jours plus tard, il nota une rencontre avec l'ambassadeur de Turquie qui l'interrogea sur les négociations germano-soviétiques<sup>96</sup>.

Schulenburg, de retour à Moscou, rencontra Molotov fin juin. Le 28, il alla droit au but : « Le gouvernement allemand veut non seulement une normalisation, mais également une amélioration de ses relations avec l'URSS. » J'ai agi, dit-il, sur les ordres de Ribbentrop, lesquels ont été approuvés par Hitler. Molotov l'écouta, sceptique, insister sur le sérieux du gouvernement allemand. Schulenburg fit mention des récents pactes de non-agression avec l'Estonie et la Lettonie comme preuve des bonnes intentions de l'Allemagne.

Ces pactes n'ont pas d'intérêt direct pour l'URSS, répondit Molotov : qu'en est-il de l'abrogation récente du pacte de non-agression germano-polonais ?

La faute de la Pologne, rétorqua Schulenburg. Molotov rapporta qu'il n'avait pas voulu entrer dans une polémique avec l'ambassadeur. Celui-ci ajouta : « Personne en Allemagne n'a d'ambitions napoléoniennes à l'égard de l'URSS. »

« Il est impossible d'empêcher les gens de rêver, répliqua Molotov, il doit y avoir en Allemagne des gens enclins à rêver. » Il ajouta qu'il ne devait y avoir aucun doute concernant la position soviétique : « L'URSS a défendu et défend l'amélioration, ou au moins la normalisation, des relations avec tous les pays, y compris l'Allemagne. » Schulenburg continua, mais Molotov ne put retenir un commentaire ironique sur les incohérences de l'attitude allemande envers l'URSS. Schulenburg suggéra que le gouvernement soviétique aurait pu « modérer » le ton de sa presse. Molotov répliqua que l'Allemagne ne pouvait rien reprocher à la presse soviétique, ce qui n'était pas le cas de la presse allemande : on pouvait y trouver de nombreux signes d'hostilité à l'égard de l'URSS. Le compte rendu initial de Schulenburg converge sur les points principaux de cet entretien, mais ne mentionne pas la répartie de Molotov. « Malgré la forte méfiance apparente dans les propos de Molotov, celui-ci néanmoins a décrit une normalisation des relations avec l'Allemagne comme étant désirable et possible », écrivit Schulenburg. Ce n'était pas exactement ce que le compte rendu de Molotov disait<sup>97</sup>.

L'entretien ne fut pas un franc succès, du moins du point de vue de Schulenburg ; toutefois, le 1<sup>er</sup> juillet, il retourna voir Potemkine. Au départ, la discussion portait sur la libération de citoyens soviétiques détenus par l'Espagne en échange de ressortissants allemands détenus par

le gouvernement soviétique. Schulenburg orienta la conversation vers sa récente rencontre avec Molotov. Il avait oublié de rapporter l'aveu fait par Ribbentrop selon lequel le pacte anti-Komintern avec l'Italie et le Japon n'était pas dirigé contre l'URSS mais contre certaines tendances internationales « que les trois gouvernements considéraient comme un danger pour l'ordre politique et social existant ». Désormais le pacte avait dévié de cet objectif initial — même en gardant son nom original — et visait en premier lieu la Grande-Bretagne. Il laissa également échapper que l'Allemagne pourrait aider l'URSS à améliorer ses relations avec le Japon. Cela était destiné indubitablement à rendre les offres allemandes plus attirantes, puisque l'Armée rouge était engagée dans des combats sérieux avec l'armée japonaise du Kwangtung le long de la frontière mandchoue. « En réponse au bavardage aguichant de Schulenburg, j'observai simplement que rien n'empêchait l'Allemagne de montrer le sérieux de ses intentions en vue d'améliorer ses relations avec l'URSS, nota Potemkine. Quant au Japon, jusqu'à présent, il a fait tout son possible pour démontrer son hostilité à notre égard<sup>98</sup>. » Encore une fois, du point de vue de Schulenburg, la rencontre fut infructueuse. De plus, celui-ci semblait avoir outrepassé les dernières instructions de Ribbentrop de ne pas poursuivre les questions politiques « avant de recevoir d'autres consignes ». Pour l'instant, ajouta-t-il, « nous ne devrions pas reprendre les discussions<sup>99</sup> ».

Pendant ce temps, le Narkomindel continuait de recevoir des rapports décourageants de Rome et de Berlin. L. B. Gel'fand, le chargé d'affaires soviétique à Rome, indiquait que les Italiens n'attendaient que la prochaine acquisition territoriale. Ce qui améliorerait leur capacité à faire chanter les Français et les Anglais. Ils tablaient sur une résurgence des politiques « capitulationnistes » à Paris et à Londres.

Les positions de Bonnet ou de Chamberlain accroissent la certitude dans les cercles gouvernementaux italiens que, tôt ou tard, ils arriveront à obtenir de nouveaux territoires [...]. Les convictions de Mussolini et de Ciano [ministre italien des Affaires étrangères] sont naturellement renforcées par « les prospections » françaises sur la possibilité de concessions et de négociations avec l'Italie, par les discours de Chamberlain et par la version de l'ambassade britannique des négociations anglo-soviétiques diffusée ici.

Rome et Berlin ne prévoyaient pas entreprendre quoi que ce soit, du moins jusqu'en septembre, rapporta-t-il : Hitler et Mussolini craignaient la guerre, mais ils comptaient sur la capitulation polonaise. Les Français et les Anglais ne désiraient pas se battre pour Dantzig, mais ne voulaient pas l'admettre pour le moment. Les négociations anglo-soviétiques attiraient également l'attention. Certains pensaient que le gouvernement soviétique tenait la paix de l'Europe entre ses mains ; d'autres, que les pourparlers échoueraient et qu'ils seraient suivis d'un rapprochement germano-soviétique. Gel'fand pensait que la position soviétique serait renforcée par une entente avec les Britanniques<sup>100</sup>. Astakhov communiqua la crainte de Coulondre de voir les discussions avec les Soviétiques échouer. Au sein du corps diplomatique, on était d'humeur morose quant aux prochaines intentions de Hitler. On s'attendait à ce que Dantzig soit la prochaine cible en août<sup>101</sup>.

Le 19 juillet, Astakhov pensa que c'était le calme avant la tempête. Tous les dirigeants nazis avaient quitté Berlin, et les nouvelles du festival théâtral de Munich avaient remplacé les spéculations sur Dantzig. Alors que les Allemands n'avaient pas repris « leur flirt avec nous », rapportait Astakhov, ils ne manquaient pas une occasion de dire « indirectement » qu'ils étaient prêts à changer de politique et qu'ils n'attendaient que Moscou. Des lettres anonymes reçues à l'ambassade disaient : Ne vous entendez pas avec la Grande-Bretagne, soyez amis avec l'Allemagne, entendons-nous sur le partage de la Pologne<sup>102</sup>. Un journaliste britannique interrogea Astakhov sur les rumeurs de négociations germano-soviétiques. Ce dernier ne pouvait que conjecturer, mais il appela la Wilhelmstrasse pour en savoir plus. « Rien de neuf », fut la réponse<sup>103</sup>.

Le calme fut de courte durée. Le 21 juillet, un collaborateur de Ribbentrop retourna courtoiser Astakhov. Et trois jours plus tard, Schnurre convoqua le chargé d'affaires soviétique. Après l'évocation des questions économiques, Schnurre aborda les relations politiques germano-soviétiques. Il proposa un processus d'amélioration des relations économiques, culturelles et politiques en trois étapes. Il s'enquit aussi des négociations avec la Grande-Bretagne. Il était convaincu, selon Astakhov, que l'URSS ne serait pas d'accord puisqu'elle devrait assumer les obligations les plus lourdes en cas de guerre, la part britannique étant « négligeable<sup>104</sup> ».

Schnurre revit Astakhov deux jours après et fut encore plus direct. « Dites-moi, quelle preuve voulez-vous? demanda-t-il. Nous sommes prêts à démontrer concrètement la possibilité d'un accord sur n'importe quelle question, à donner n'importe quelle garantie. » D'après son compte rendu, Astakhov ne s'engagea pas; en réalité, il trouvait que la conversation était allée trop loin et il se réfugia dans des généralités. Se référant à *Mein Kampf*, il demanda quelles étaient les ambitions allemandes concernant l'Ukraine. Schnurre répondit que le livre avait été écrit seize ans auparavant « dans des circonstances totalement différentes ». « À présent, le führer pense autrement. L'ennemi principal est devenu l'Angleterre. » Cet argument n'aurait pas pris avec Litvinov, mais Astakhov demanda des instructions. « Je suis certain que, si nous le voulions, nous pourrions entraîner les Allemands très loin dans des négociations étendues, en obtenant d'eux une série d'assurances sur des questions qui nous intéressent », écrivit-il. Évidemment, Astakhov s'interrogeait sur l'authenticité de ces assurances, mais l'intérêt des Allemands pour de meilleures relations était un atout à conserver. Utilisé correctement, cela ne pouvait pas faire de mal<sup>105</sup>.

Molotov répondit le 28 juillet, approuvant les réserves d'Astakhov sur les propos de Schnurre. Le lendemain, Molotov, réfléchissant un peu aux démarches de Schnurre, concéda qu'une amélioration des relations économiques et politiques était possible. Mais, jusqu'à récemment, dit-il, les Allemands nous ont abusés et ont refusé toute amélioration des relations politiques. S'ils souhaitent désormais changer de cap, il faudra qu'ils disent comment, concrètement, les relations peuvent s'améliorer. « La question [...] dépend entièrement des Allemands. Nous accueillerons bien sûr favorablement toute amélioration des relations politiques entre nos deux pays<sup>106</sup>. » Molotov commençait à montrer plus d'intérêt face aux ouvertures allemandes.

## VIII

Tandis que les Allemands continuaient à courtiser Moscou, les Britanniques faisaient de même avec eux. Il y avait à leur tête Hudson, dont les discussions avaient échoué à Moscou en mars, et Wilson, le plus proche conseiller de Chamberlain. L'interprétation de ces discussions reste

imprécise et controversée, mais il demeure qu'en juin et juillet, Wilson vit à Londres Helmuth Wohlthat, un haut fonctionnaire responsable du plan quadriennal allemand. Il répéta plus ou moins ce que Halifax avait déjà dit à l'ambassadeur d'Allemagne : Hitler était allé trop loin et lui seul pouvait décider d'abandonner le recours à l'agression. Dans ce cas, il pourrait y avoir une coopération anglo-allemande ; dans le cas contraire, ce serait la guerre. Le 18 juillet, Wilson revit Wohlthat, réitérant ce qu'il avait dit précédemment et soulignant que « la balle était dans le camp allemand ». C'était presque mot pour mot les paroles de Molotov à Astakhov. Le 20 juillet, Wohlthat rencontra Hudson qui agissait de sa propre initiative. Hudson proposa imprudemment un projet grandiose de coopération économique anglo-allemande, de développement colonial et un prêt important à l'Allemagne, subordonné évidemment à une conduite internationale pacifique et au désarmement. Deux jours plus tard, la presse eut vent de cette rencontre, du fait de l'indiscrétion de Hudson, ce qui fit soupçonner que Chamberlain et son entourage recommençaient leurs manœuvres. Des questions incisives fusèrent aux Communes le 24 juillet, et Chamberlain dut admettre que Wilson avait également rencontré Wohlthat plusieurs fois<sup>107</sup>. Cette révélation publique eut lieu au moment où les approches allemandes d'Astakhov recommençaient à Berlin.

Chamberlain était bouleversé, livrant ses états d'âme à une de ses sœurs, comme d'habitude. Toute la publicité autour de nos contacts avec les Allemands « m'interdit, dit-il, toute conversation avec les Allemands sur n'importe quel sujet ». Quant à Hudson,

c'est un garçon intelligent et persuasif, mais il a la mauvaise réputation d'être un collègue déloyal qui essaie toujours de mettre de l'avant ses propres intérêts aux dépens de ses amis. Ainsi, une de ses pratiques préférées consiste à s'approprier les idées sur lesquelles d'autres s'activent depuis des années, en en revendiquant la nouveauté. Par exemple, les idées qu'il a présentées à Wohlthat comme ses suggestions personnelles d'un arrangement économique (sans le prêt) sont celles que nous discutons justement au ministère depuis un an, tandis que les idées sur les colonies viennent de moi et ont été suggérées à Hitler [...]. Malheureusement, [...] Hudson était si content de lui qu'il a parlé à la presse, et le résultat est évidemment désastreux. [...] aussi dorénavant l'idée du prêt a pris un air

quasi officiel et tous les petits indiscrets [...] ont additionné deux et deux et ont trouvé triomphalement cinq.

Je pense qu'une chose est claire, c'est que Hitler a conclu que nous sommes sérieux et que ce n'est pas le moment de [...] déclencher une guerre. En cela, il répond à mes attentes. Contrairement à certains de mes détracteurs, je vais plus loin en prétendant que plus la guerre est reportée, moins elle a de chances d'arriver, étant donné que nous perfectionnons nos défenses et renforçons celles de nos alliés. C'est ce que Winston et sa clique ne semblent pas comprendre. On n'a pas besoin de forces offensives suffisantes pour remporter une victoire écrasante, mais de forces défensives suffisamment puissantes pour rendre impossible toute victoire de l'adversaire si ce n'est à la Pyrrhus. C'est ce que nous sommes en train de faire [...].

Quand les Allemands comprendront, concluait Chamberlain, alors nous pourrions discuter. Mais ce moment n'est pas encore arrivé [...] <sup>108</sup>.

Cette lettre révèle les pensées de Chamberlain concernant les relations avec l'Allemagne et aussi, indirectement, avec l'URSS. L'embarras du premier ministre venait autant du vol par Hudson de son idée et de celles de ses collègues que des révélations de la presse. L'attitude béate de Chamberlain envers l'Allemagne contraste singulièrement avec la position ferme de Molotov. Tous deux laissaient la porte ouverte à Hitler, mais Molotov semble avoir eu moins d'illusions.

Chamberlain disait : « [...] pas besoin de forces offensives suffisantes pour remporter une victoire écrasante [...] ». Dans ce cas, pourquoi était-il si hostile à une alliance avec l'URSS ? Si l'on accepte sa logique, la puissance défensive reconnue de l'Armée rouge aurait dû être un atout important, spécialement pour la Pologne et pour l'alliance en général. La plupart des sources militaires estimaient formidable la puissance défensive de l'Armée rouge, ce que semblait justifier la correction qu'elle infligeait alors à l'armée japonaise du Kwangtung. La position de Chamberlain quant à une alliance avec les Soviétiques était illogique, étant donné ses vues sur une stratégie militaire défensive, et incompréhensible, sauf, bien sûr, si ses vues étaient motivées par des arguments de nature idéologique.

Dans une lettre à Hilda fin juillet, Chamberlain répéta ses observations sur Hudson et sur les relations avec l'Allemagne, au moment où Molotov

commençait à manifester davantage d'intérêt pour les ouvertures allemandes.

La bévue de Hudson a causé beaucoup de dommages et montre clairement qu'il lui manque le sens des responsabilités — essentiel à tout ministre. Je ne voulais pas me créer d'autres problèmes en le renvoyant maintenant, mais... Entre-temps, il y a d'autres voies plus discrètes par lesquelles le contact peut être maintenu, car il est important que ceux qui en Allemagne voudraient nous voir parvenir à une entente ne soient pas découragés [...]. Mes détracteurs pensent évidemment que ce serait effroyable d'arriver à un quelconque accord avec l'Allemagne sans lui avoir donné au préalable une sérieuse correction [...]. Mais je ne partage pas cette vision. Convainquons-la que les chances de gagner une guerre sans se retrouver complètement exsangue sont trop éloignées pour que cela en vaille la peine. Mais, en échange, nous devons lui offrir la chance d'un traitement et d'une considération équitables et raisonnables de la part de tous, si elle abandonne l'idée de les obtenir par la force et peut nous convaincre de sa sincérité<sup>109</sup>.

Une nouvelle fois, Chamberlain sous-entendait que des contacts avec l'Allemagne étaient souhaitables, à ceci près qu'ils avaient été découverts et gâchés par Hudson. On imagine aisément la réaction soviétique à la révélation de ces contacts, au moment de la reprise des démarches allemandes. Maiski rapporta les révélations ; il était persuadé que Hudson avait « exprimé les sentiments du premier ministre », malgré les démentis parus dans la presse (sinon il aurait été remplacé). Maiski ne croyait pas à la déclaration de Chamberlain aux Communes selon laquelle Hudson avait agi sans qu'il le sache, même si c'était vrai. Si Chamberlain avait pensé aux négociations en cours à Moscou, il aurait immédiatement démis Hudson ; or tel n'était pas le cas<sup>110</sup>.

Souritz tira aussi des conclusions négatives des révélations dans la presse. « Tout avocat honnête d'un accord avec nous se demande quelle confiance Moscou peut avoir dans les négociations, quand, simultanément, on trouve une tentative d'accord avec l'Allemagne et qu'on fait des avances honteuses au Japon pendant un conflit l'opposant à l'URSS<sup>111</sup>. » Cela faisait allusion aux efforts britanniques pour éviter une crise à propos de leurs droits à T'ien-tsin, en Chine, dont les Japonais faisaient le blocus. Les Britanniques écartèrent le danger mais non sans

embarras et perte de prestige. Avec le recul, l'analyse de Souritz était peut-être partielle, mais il percevait dans cette attitude une autre capitulation britannique. Molotov prétendit plus tard que le gouvernement soviétique avait conclu le pacte de non-agression avec l'Allemagne pour éviter un accord anglo-allemand, les craintes de le voir se concrétiser ayant augmenté avec les discussions entre Hudson et Wohlthat<sup>112</sup>.

Il n'y avait en fait aucune possibilité d'accord anglo-allemand, malgré le bien-fondé de la méfiance soviétique à l'égard de Chamberlain. Maiski reconnaissait que le premier ministre était cerné par l'opinion publique et le Parlement mais qu'il possédait toujours d'immenses pouvoirs de persuasion et de ruse. Avec plus de temps et de patience, Molotov aurait pu obtenir un accord avec la Grande-Bretagne. Mais le temps et la patience s'épuisaient à Moscou et les Allemands sollicitaient des faveurs.